effet, par le Secrétaire d'Etat à l'Industrie et aux Transports.

Ces entreprises doivent soumettre à son approbation préalable :

— leurs programmes généraux d'achat et de location de matériel volant;

— leurs programmes d'exploitation comportant en particulier l'indication des types de matériel normalement utilisés sur chacun des services de passagers prévus aux programmes.

Les tarifs sont soumis à l'homologation du Secrétaire d'Etat à l'Industrie et aux Transports.

SECTION 2

Des mesures techniques

ART. 118. — Le Secrétaire d'Etat à l'Industrie et aux Transports arrête les mesures techniques à prendre en vue de l'exploitation de l'aéronef.

ART. 119. — Le Secrétaire d'Etat à l'Industrie et aux Transports désigne les agents chargés de contrôler l'application des mesures prévues à l'article précédent. Ces agents ont accès aux aéronefs.

Les dépenses entraînées par ces contrôles sont à la charge des exploitants.

ART. 120. — L'exploitant établit un rapport sur tout incident se rapportant aux mesures prévues à l'article 118 et le transmet au plus tôt au Secrétaire d'Etat à l'Industrie et aux Transports.

CHAPITRE X

DU TRANSFERT DES CHOSES DANGEREUSES

ART. 121. — Le Secrétaire d'Etat à l'Industrie et aux Transports détermine les choses dont le transport aérien est dangereux. Il en fixe les conditions de transport et détermine les choses dont le transport aérien est interdit.

CHAPITRE XI

DISPOSITIONS FINALES

ART. 122. — Les dispositions des articles 1 à 44 ne sont pas applicables aux planeurs utilisés uniquement à la navigation aérienne au-dessus du territoire de la République.

Le Secrétaire d'Etat à l'Industrie et aux Transports peut exempter de tout ou partie des dispositions des articles 1 à 44 les aéronefs monoplaces, légers, de types qu'il détermine. Il fixe les conditions particulières imposées à l'admission de ces aéronefs à la circulation aérienne.

ART. 123. — Les distances et les hauteurs prévues aux articles 57, 87 et 94 pourront être modifiées par arrêté du Secrétaire d'Etat à l'Industrie et aux Transports.

ART. 124. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles du présent décret.

ART. 125. — Les Secrétaires d'Etat aux Finances et au Commerce et à l'Industrie et aux Transports sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République Tunisienne*.

Fait à Tunis, le 4 juillet 1959 (27 doul hidja 1378).

P. le Président de la République Tunisienne :

*Le Secrétaire d'Etat à la Présidence
et par délégation,*

BAHI LADGHAM.

CODE DE LA ROUTE

Par arrêté du Secrétaire d'Etat à l'Industrie et aux Transports du 16 mars 1959 (7 ramadan 1378) valable du 1^{er} mars 1959 au 28 février 1960, M. Habib Bouaziz, domicilié à Menzel-Temime, est autorisé à organiser un service public régulier de transport en commun de personnes entre Kelibia-Tunis et différents marchés de la région.

Par arrêté du Secrétaire d'Etat à l'Industrie et aux Transports du 16 mars 1959 (7 ramadan 1378), valable du 1^{er} février 1959 au 31 mai 1961, la Société Transports du Sud domiciliée à Sfax est autorisée à organiser un service public régulier de transport en commun de personnes entre Sfax-Houmt-Souk et Sfax-Tatahouine.

Par arrêté du Secrétaire d'Etat à l'Industrie et aux Transports du 30 mars 1959 (21 ramadan 1378) valable du 18 avril 1959 au 17 avril 1960, M. Mohamed Ennafi El Basmi, domicilié à Basma-Kebili, est autorisé à organiser un service public régulier de transport en commun de personnes entre Zarzis et Gabès.

Par arrêté du Secrétaire d'Etat à l'Industrie et aux Transports du 18 mai 1959 (11 doul kaada 1378), valable du 12 juin 1959 au 11 juin 1960, Les Transports Automobiles Coopératifs Ouvriers Sfaxiens, domiciliés à Sfax, sont autorisés à organiser un service public régulier de transport en commun de personnes entre Sfax-Gromda-Merkez Sahnoun et Sfax-Saïet Ez Zit, La Fontaine et Sfax-Route de Mahdia.

Par arrêté du Secrétaire d'Etat à l'Industrie et aux Transports du 18 mai 1959 (11 doul kaada 1378), valable du 6 juin 1959 au 5 juin 1960, M. Mahmoud Meguerbi, domicilié à Béni-Khlar, est autorisé à organiser un service public régulier de transport en commun de personnes entre Somaâ et Tunis.

SECRETARIAT D'ETAT A L'AGRICULTURE

ASSOCIATION D'INTERET COLLECTIF

Décret N° 59-203 du 4 juillet 1959 (27 doul hidja 1378), portant dissolution de l'Association d'Intérêt Collectif de M'Rira-Fouchana (groupement d'intérêt hydraulique de la banlieue de Tunis).

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne,

Vu le décret du 24 mai 1920 (5 ramadan 1338), portant création à la Direction des Travaux Publics d'un Service spécial des eaux;

Vu le décret du 22 février 1927 (19 chaabane 1345), créant l'Association spéciale d'Intérêt Hydraulique de M'Rira Fouchana;

Vu le décret du 5 août 1933 (13 rabia II 1352), portant règlement sur la conservation et l'utilisation des eaux du Domaine public;

Vu le décret du 30 juillet 1936 (11 djoumada I 1355), portant organisation des Groupements d'Intérêt Hydraulique;

Vu le décret du 11 février 1937 (30 doul kaada 1355), créant le Groupement d'Intérêt Hydraulique de la Banlieue de Tunis;

Vu le décret du 24 juillet 1939 (6 djoumada II 1358), transformant l'Association spéciale d'Intérêt Hydraulique en Association d'Intérêt Collectif de M'Rira Fouchana;

Vu le décret du 25 décembre 1941 (6 doul hidja 1360), portant règlement intérieur de l'Association d'Intérêt Collectif de M'Rira Fouchana;

Vu les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration du Groupement d'Intérêt Hydraulique de la Banlieue de Tunis des 17 décembre 1956 et 2 décembre 1957, portant agrément à la dissolution de l'Association d'Intérêt Collectif de M'Rira Fouchana;

Sur la proposition du Gouverneur, Président du Groupement d'Intérêt Hydraulique de la Banlieue de Tunis, par lettre n° 603/7 du 7 mai 1958;

Vu l'avis favorable exprimé par le Secrétaire d'Etat à la Présidence, Président du Comité Supérieur d'Hydraulique Agricole,

Décrétons :

ARTICLE PREMIER. — L'Association d'Intérêt Collectif de M'Rira Fouchana est dissoute à la date du 30 avril 1958.

ART. 2. — A partir du 1^{er} mai 1958, la distribution d'eau dans les Centres de M'Rira Fouchana, sera assurée par la Régie des distributions d'eau.

Les conditions des délivrances des abonnements à l'eau, les prix de vente de l'eau, les redevances annexes et toutes autres dispositions réglementaires applicables seront celles en vigueur dans le réseau d'alimentation en eau de Tunis et Banlieue auquel le réseau hydraulique de M'Rira Fouchana sera incorporé.

ART. 3. — Les décrets des 22 février 1937 (19 chaabane 1345) et 24 juillet 1939 (6 djoumada II 1358) sont abrogés.

ART. 4. — Les Secrétaires d'Etat aux Finances et au Commerce, à l'Industrie et aux Transports et à l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République Tunisienne* et prendra effet à compter du 1^{er} mai 1958.

Fait à Tunis, le 4 juillet 1959 (27 doul hidja 1378).

P. le Président de la République Tunisienne :

*Le Secrétaire d'Etat à la Présidence
et par délégation,*

BAHI LADGHAM.

INGENIEURS PRINCIPAUX

Décret N° 59-206 du 4 juillet 1959 (27 doul hidja 1378), instituant des dérogations exceptionnelles et temporaires à certaines dispositions relatives aux règles de recrutement des ingénieurs principaux.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne,

Vu la loi n° 59-12 du 5 février 1959 (26 redjeb 1378), fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat;

Vu le décret n° 59-1 du 6 janvier 1959 (25 djoumada II 1378), fixant les règles de recrutement des Ingénieurs en chef et Ingénieurs principaux;

Vu l'avis du Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

Décrétons :

ARTICLE PREMIER. — A titre transitoire et jusqu'au 31 juillet 1959, les fonctionnaires titulaires du Diplôme d'Ingénieur de l'Ecole Nationale du Génie Rural de Paris, exerçant les fonctions normalement dévolues aux Ingénieurs Principaux, avant le 1^{er} octobre 1958, pourront être nommés Ingénieurs Principaux.

ART. 2. — Les agents nommés au titre de l'article premier ci-dessus, pourront être dispensés du stage prévu aux deux derniers alinéas de l'article 2 du décret précité du 6 janvier 1959 (25 djoumada II 1378).

ART. 3. — Les nominations des intéressés, effectuées en application des articles 1 et 2 du présent décret pourront être prononcées à compter de la prise de fonctions par les intéressés dans un emploi d'Ingénieur Principal, l'effet pécuniaire de ces dispositions demeurant toutefois, limité au 1^{er} avril 1958.

ART. 4. — Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République Tunisienne*.

Fait à Tunis, le 4 juillet 1959 (27 doul hidja 1378).

P. le Président de la République Tunisienne :

*Le Secrétaire d'Etat à la Présidence
et par délégation,*

BAHI LADGHAM.

NOMINATION

Par décret N° 59-205 du 4 juillet 1959 (27 doul hidja 1378) :

Monsieur Mohamed Ghariéni, Ingénieur des Services Agricoles au Secrétariat d'Etat à l'Agriculture est chargé des fonctions de Directeur de l'Office de l'Enfida à compter du 1^{er} juin 1959.

SECRETARIAT D'ETAT A LA SANTE PUBLIQUE ET AUX AFFAIRES SOCIALES

FERMETURE HEBDOMADAIRE

Arrêté du Secrétaire d'Etat à la Santé Publique et aux Affaires Sociales du 24 juin 1959 (17 doul hidja 1378), prescrivant la fermeture hebdomadaire des boulangeries de Sfax et de sa banlieue.

Le Secrétaire d'Etat à la Santé Publique et aux Affaires Sociales,

Vu le décret du 20 avril 1921 (11 chaabane 1339), sur le repos hebdomadaire;

Vu l'arrêté du 14 novembre 1949 (22 moharem 1369), prescrivant la fermeture hebdomadaire des boulangeries de Sfax et de sa banlieue;

Vu la demande formulée par les patrons boulangers de Sfax;

Vu l'avis exprimé par les autorités locales,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Les boulangeries et pâtisseries-boulangeries situées à l'intérieur du périmètre communal de Sfax seront fermées au public le lundi.

Dans la zone visée à l'alinéa précédent, la fabrication du pain est interdite du dimanche 20 heures au lundi 20 heures.

ART. 2. — Les boulangeries et pâtisseries-boulangeries situées entre la zone comprise entre le périmètre de la commune de Sfax et sa banlieue telle qu'elle est délimitée par l'arrêté du 18 juillet 1941 (23 djoumada II 1360) seront fermées au public le mardi.

Dans la zone visée à l'alinéa précédent, la fabrication du pain est interdite du lundi 20 heures au mardi 20 heures.

ART. 3. — Lorsqu'un jour de fête légale tombera un lundi ou un mardi, la fermeture des établissements et l'interdiction de la fabrication du pain pourront être différées au lendemain par décision du Secrétaire d'Etat à la Santé Publique et aux Affaires Sociales.

ART 4. — Les infractions au présent arrêté seront poursuivies conformément aux dispositions des articles 16, 17 et 18 du décret susvisé du 20 avril 1921 (11 chaabane 1339).

ART. 5. — Est abrogé l'arrêté susvisé du 14 novembre 1949 (22 moharem 1369).

Tunis, le 24 juin.

*Le Secrétaire d'Etat à la Santé Publique
et aux Affaires Sociales,*

AHMED BEN SALAH.

Vu :

Le Secrétaire d'Etat à la Présidence.

BAHI LADGHAM.

LISTE D'APTITUDE

au grade d'adjoint administratif chef de groupe

ANNEE 1958

1^{er} Echelon :

M. Guellaty Azouz, à compter du 20 mai 1958.